https://www.economiedistributive.fr/L-Europe-sous-dictature

L'Europe sous dictature

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1123 - août-septembre 2011 -

Date de mise en ligne : lundi 27 février 2012

Date de parution : août 2011

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Sommaire

- Bref historique
- Un nouveau pas en avant
- Un coup d'État financier
- Les renforts britanniques et ... (...)
- En marche vers la sujétion

Les technocrates aiment se décerner des prix entre eux : ça fait bien sur les cartes de visite. C'est ainsi que Jean-Claude Trichet, Président de la Banque Centrale Européenne (BCE) s'est rendu à Aix-la-Chapelle, le 2 juin dernier, pour recevoir le Prix Charlemagne [1] qui venait de lui être attribué. (Sans doute pour lui faire oublier un des tout premiers prix qu'il avait reçu à l'occasion de sa première investiture [2]).

Comme il se doit entre gens de bonne compagnie, son discours ne pouvait que commencer par les cirages de pompes traditionnels : « C'est un immense honneur pour moi de recevoir le prix Charlemagne aujourd'hui. Les mots me manquent pour exprimer la profonde humilité que je ressens au moment de rejoindre les prestigieux récipiendaires de ce prix. Pour citer Sir Isaac Newton, je me sens comme « assis sur les épaules de géants ». Je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude à la Fondation du prix Charlemagne pour cette distinction. Ce prix revient également à mes collègues du directoire, présents aujourd'hui, comme à tous les collaborateurs de l'équipe monétaire européenne : le Système européen de banques centrales. Je suis très touché par les aimables paroles du président Barroso et par la confiance que nous accorde la Fondation en reconnaissant en nous de véritables européens. »

Il entre ensuite dans le vif de son discours intitulé « Construire l'Europe, construire ses institutions » [3] dans lequel il révèle comment la BCE compte donner un pouvoir absolu à l'oligarchie financière.

Bref historique

La Communauté européenne qui a précédé l'UE actuelle a été créée par une génération de dirigeants dont le principal objectif était de mettre fin aux interminables guerres intestines qui avaient ravagé l'Europe pendant mille ans. Beaucoup d'entre eux rêvaient de mettre fin aux États nations puisque ce sont les nations qui se font la guerre.

Le premier qui eut l'idée d'une Europe unie fut, peut-être, Sir Winston Churchill lorsqu'il déclara dans le célèbre « discours à la jeunesse étudiante » qu'il fit à l'Université de Zurich en 1946 : « Il existe un remède qui [...] redonnerait en l'espace de quelques années la liberté et la sérénité à toute l'Europe. Il consiste à recréer la famille européenne, du moins dans une aussi large mesure que possible, et de la doter d'une structure au sein de laquelle elle puisse vivre en paix, en sécurité et en liberté. Nous devons construire une sorte d'États-Unis d'Europe ». Puis avec la collaboration du très "atlantique" Jean Monnet, le très catholique Robert Schuman présenta le 9 mai 1950 le plan qui porte désormais son nom, dans lequel il proposait de placer sous une autorité commune la production de l'acier et du charbon (la CEA) avec l'idée qu'une nation qui n'avait pas le contrôle de la production du charbon et de l'acier n'aurait pas les moyens de faire la guerre. Les autres "pères fondateurs" furent les Allemands Konrad Adenauer et Walter Hallstein, les Italiens Alcide de Gasperi et Altiero Spinelli et le Belge Paul Henri Spaak.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

Ce qu'ils espéraient, c'est que la démocratie économique viendrait à bout des mentalités monarchiques et aristocratiques attachées à la gloire et aux conquêtes, que la réforme économique épurerait les économies européennes de l'héritage féodal du besoin de conquêtes de territoires. Ce serait bénéfique pour l'ensemble de la population européenne.

Ce n'était guère plus qu'un programme économique réformiste classique.

En 1957, la Communauté économique européenne (CEE), ou marché commun, succéda à la CEA. L'intégration douanière et la politique agricole commune (PAC) vinrent achever l'édifice avec l'intégration financière.

Un nouveau pas en avant

Selon M. Trichet, cette construction est une grande réussite car, pour la génération qui succéda à celle des "pères fondateurs", « l'Europe a été la pierre angulaire de la prospérité économique fondée sur l'ouverture des marchés et la libre concurrence ». En réalité, les "trente glorieuses", selon le terme lancé par Jean Fourastié, furent des années de prospérité due surtout aux immenses travaux nécessités par la reconstruction des pays européens dévastés par cinq ans de guerre, et aussi des années d'importantes avancées sociales... parce que le patronat, soucieux de faire oublier sa collaboration avec l'ennemi pendant la guerre, gardait un profil bas.

Optimiste, le président de la BCE continue : « Pour la génération actuelle, ces bienfaits semblent acquis. Et nos concitoyens ont de nouvelles préoccupations. Ils veulent qu'on leur dise pourquoi, dans un monde globalisé, l'unité européenne est plus indispensable que jamais pour garantir la paix et la sécurité ; pourquoi l'Union européenne est si vitale pour protéger et promouvoir les intérêts des nations qui la composent ; pourquoi les économies et les sociétés d'Europe sont beaucoup plus interdépendantes aujourd'hui qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale. Et ils veulent savoir quelle gouvernance permettra au mieux de maîtriser cette interdépendance et de défendre ces intérêts ».

À ce point de son discours, Trichet commence à dévoiler ses batteries : « Pour répondre à ces inquiétudes, le cadre institutionnel européen doit être renforcé et ce, dans tous les domaines. En matière économique et financière, cela suppose de consolider résolument les institutions de l'Union économique et monétaire. Quand je parle d'institutions, je ne pense pas à des cercles de technocrates prenant des décisions complexes, loin des préoccupations de nos concitoyens. Je pense au contraire à des règles et des organisations préservant nos valeurs fondamentales et guidant nos actions dans le souci de l'intérêt général :

" des institutions pour instaurer la confiance entre les peuples et les nations en Europe ;

" des institutions pour renforcer la coopération au bénéfice de tous ;

" des institutions pour préparer les décisions collectives en tenant compte de nos interdépendances.

[...] Nous avons la chance en Europe de disposer déjà d'institutions qui nous permettent de cimenter notre continent, qui incarnent les valeurs du projet européen et qui le portent encore plus loin ».

Et là, coup de brosse général : « La Commission européenne, dirigée par M. Barroso, est au coeur de cette dynamique. Le Conseil européen, avec à sa tête M. Van Rompuy, indique la voie à suivre et donne l'impulsion au

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

plus haut niveau. L'Eurogroupe et son président M. Juncker s'attachent à faire progresser l'Union économique et monétaire et à relever les défis qui lui sont liés ».

Suit un long plaidoyer pro domo dont les lignes suivantes donnent le ton : « Les succès de l'Union économique et monétaire (UEM) n'auraient pas été possibles sans la Banque centrale européenne et l'Eurosystème qui fondent l'union monétaire - le M de l'UEM. Désormais, pour relever les défis qui nous attendent, ce sont les institutions de l'union économique qu'il nous faut renforcer - le E de l'UEM ».

En bref, l'euro, c'est formidable : « nous avons créé plus d'emplois que les États-Unis, favorisé les échanges internationaux ; apporté la stabilité des prix et la stabilité monétaire (grâce à la politique anti-inflationniste que nous avons menée) ; l'euro est une monnaie forte ; il n'y a pas de crise de l'euro ! ».

Et, au passage, notons un coup d'encensoir pour l'Allemagne : « nous avons obtenu sur les douze dernières années un taux d'inflation annuel moyen de moins de 2%. Aucune des anciennes monnaies nationales n'a fait mieux au cours des 50 dernières années, pas même le deutsche mark. Ici à Aix-la-Chapelle je dirais : « Fort comme le mark » - l'engagement a été respecté ».

L'Allemagne a toujours constitué pour Trichet le modèle que doivent suivre les pays européens. Aussi vient-il, une fois de plus, d'affirmer [4] que ce sont la réduction des coûts salariaux et celle du déficit public qui permettent à l'Allemagne d'obtenir une croissance économique exceptionnelle en Europe. Ce qui lui a attiré la réponse du socialiste espagnol Josep Borell, ancien président du Parlement européen : « si toute l'Europe faisait comme l'Allemagne, elle s'effondrerait à coup sûr », et déclenché l'ire de l'eurodéputée Sylvie Goulard (du MoDem) qui s'est écriée : « le conseil européen nous mène à la catastrophe ! C'est pire que Louis XIV. D'ailleurs, l'Allemand Habermas et l'Indien Amartya Sen se demandent où est passée la démocratie européenne ».

Mort d'un humaniste
Georges Krassovsky

Un des premiers écologistes, puisqu'il tenta, avec sa "marée verte" à la fin des années 1970, d'alerter l'opinion sur les dégradations de l'environnement, citoyen du monde convaincu et profondément pacifiste, cet infatigable militant, cet esprit libre, vient de mourir, à 96 ans, mais ses convictions auront profondément marqué tous ceux qui l'ont connu et pour qui il reste un exemple à suivre.

Un coup d'État financier

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

Trichet précise ensuite, dans son discours : « les difficultés auxquelles l'UEM doit faire face ne pourront être résolues sans un renforcement majeur des règles et des organisations qui régissent les politiques budgétaires et économiques. Si nous considérons la zone euro aujourd'hui, force est de constater que les pays qui respectent les règles fixées pour la monnaie unique sont dans une meilleure situation économique. Il existe une corrélation étroite entre la bonne gestion des politiques publiques et une économie solide. Réciproquement, ceux qui n'ont pas respecté la lettre et l'esprit des règles connaissent des difficultés qui, par voie de contagion, ont affecté d'autres pays de l'UEM. Dès lors, il est urgent de renforcer les règles afin de prévenir tout laxisme budgétaire (c'est moi qui souligne) Tous les pays pourront ainsi profiter pleinement des bienfaits de la monnaie unique. Ces règles plus contraignantes empêcheront à chaque pays de poursuivre des politiques dommageables pour lui-même et pour la zone euro dans son ensemble ».

Pour les pays en difficulté, le président de la BCE prévoit deux étapes, nécessitant de modifier le Traité de Lisbonne. D'abord inscrire l'assistance financière dans un programme de réformes et « donner aux pays la possibilité de procéder eux-mêmes aux corrections nécessaires et de restaurer la stabilité » et ensuite, comme « il est primordial de mener à bien les réformes et de procéder à un ajustement structurel de l'économie, dans le pays en crise, le gouvernement et l'opposition doivent être unis dans l'effort ». (Électrices, et électeurs ne vous fatiguez donc pas à aller voter !)

Tout cela, bien sûr, sous la surveillance minutieuse des pays contributeurs.

Mais gare à ceux qui, malgré leurs efforts, n'obtiennent toujours pas les résultats attendus : une deuxième étape s'imposera et sera de tout autre nature, prévient Trichet : « Serait-ce aller trop loin que d'envisager, dans cette deuxième phase, de permettre aux autorités de la zone euro d'exercer une influence beaucoup plus forte et plus décisive sur l'élaboration de la politique économique au sein du pays concerné si celle-ci dérape dangereusement ? Une influence directe, allant bien au-delà de la surveillance renforcée ? »

Adieu l'indépendance des États : « En vertu de ce nouveau concept, lors de la deuxième étape, les autorités européennes, à savoir le Conseil, sur la base d'une proposition de la Commission et en liaison avec la BCE, pourraient, et devraient, le cas échéant, prendre elles-mêmes les décisions qui s'appliquent au niveau de l'économie concernée.

Je pourrais imaginer que les autorités européennes aient le droit d'opposer leur veto à certaines décisions de politique économique nationale. Cette compétence pourrait en particulier concerner les principaux postes de dépense budgétaires et les facteurs déterminants pour la compétitivité du pays ».

Pour se faire une idée sur la forme que pourrait avoir le futur cadre politique et institutionnel de l'Europe, J-C Trichet va chercher du renfort chez Emmanuel Kant pour qui, lorsque des pays sont interdépendants, les institutions continuent à se développer entre elles jusqu'à ce que s'établisse un équilibre stable qu'il définit comme « une situation [...] qui peut se maintenir elle-même automatiquement » (donc comme si les votes et l'action des peuples ne comptaient pas !) ... Le président de la BCE se veut quand même rassurant : « Au regard de l'Histoire, l'Europe - qui a inventé le concept et le terme de démocratie - est appelée à parachever la conception de ce qu'elle appelle déjà une "Union" [...] L'Union sera une confédération d'États souverains d'un type entièrement nouveau. Bien évidemment, il sera nécessaire d'apporter une modification substantielle au Traité et cela aura des répercussions sur l'ensemble des responsabilités de l'Union.[...]. Dans cette Union que nous aurons demain, ou après-demain, il y aura bien évidemment un marché unique, une monnaie unique et une Banque Centrale unique. Serait-ce une idée trop hardie que d'envisager, sur le plan économique, un ministère des finances de l'Union ?

Celui-ci ne gérerait pas nécessairement un important budget fédéral, mais exercerait directement des responsabilités dans au moins trois domaines : premièrement, la surveillance des politiques budgétaires et des politiques en matière de compétitivité, ainsi que les responsabilités directes mentionnées plus haut concernant les pays engagés dans une

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

"deuxième étape" au sein de la zone euro ; deuxièmement, toutes les responsabilités assumées généralement par les gouvernements en ce qui concerne le secteur financier intégré de l'Union, afin d'accompagner l'intégration complète des services financiers ; et troisièmement, la représentation de la confédération de l'Union au sein des institutions financières internationales ».

Les renforts britanniques et ... français

Pierre Levy nous les fait découvrir sur son blog [5] dans un article intitulé Blair, Trichet ou le rêve d'un "Empire d'Europe". Il y a d'abord Tony Blair, ancien Premier ministre britannique, « caniche de Bush », qui dans un récent entretien [6] au Times déclare froidement que « la raison d'être de l'Europe, ce n'est pas la paix, c'est la puissance », ce qui va à l'encontre du discours des "pères fondateurs", « l'Europe, c'est la paix » et qui ressort dès que l'on s'avise d'émettre quelques doutes sur les imperfections de la démocratie dans l'UE.

Il y a ensuite Mme Catherine Ashton, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, dont Blair a fait la carrière, et qui a fait siennes les idées développées dans un livre de son conseiller personnel, Robert Cooper qui écrivait en 2002 « toutes les conditions pour l'impérialisme sont là [...] le faible a plus que jamais besoin du fort, et le fort a besoin d'un monde ordonné. [...] Ce dont on a besoin, c'est d'une nouvelle sorte d'impérialisme, qui soit acceptable dans le contexte des droits de l'homme et des valeurs cosmopolites ». Il précisait un peu plus loin : « l'Union européenne postmoderne correspond à cette vision d'un empire coopératif »... et tout à fait aux vues de Jean-Claude Trichet.

Notons aussi que l'idée d'un ministre européen des finances unique a été immédiatement saluée par Michel Barnier, actuel commissaire chargé des services financiers, et par le socialiste Pierre Moscovici, ancien ministre chargé des Affaires européennes du gouvernement Lionel Jospin !

En marche vers la sujétion

Mais, sans attendre la mise en oeuvre de ces propositions, la sujétion est déjà en marche. En effet, grâce au nouveau Pacte pour l'Euro (voir l'encadré ci-dessous), le budget de la France, comme celui des 26 autres membres de l'UE, est désormais soumis au veto préventif de Bruxelles. Pour se montrer bon élève, Sarkozy rêve de faire adopter un projet de loi sur l'équilibre budgétaire qui contraindrait le gouvernement et le parlement à fixer un cap et une échéance pour parvenir en plusieurs années cet équilibre.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

Le Pacte pour l'Euro

Le point le plus important pour les marchés étant le retour à l'équilibre des finances publiques, il fallait mettre rapidement en place un plan de réduction des dettes publiques.

C'est chose faite avec le Pacte pour l'Euro qui succède au Pacte de compétitivité initié par l'Allemagne en février 2011 afin de compléter la réforme du pacte de stabilité qui instaurait une coordination renforcée des politiques économiques avec des objectifs chiffrés de réduction de la dette publique de 5% par an et amendes à payer en cas de non respect des règles. Il prévoyait aussi que les États prennent des engagements concret, pour douze mois, contrôlés chaque année.

Le Pacte pour l'Euro fixe quatre objectifs communs :

- compétitivité,
- emploi,
- viabilité des finances publiques,
- stabilité financière,

que les États participants peuvent décider d'atteindre avec leur propre panoplie de mesures... tout en étant incités à mettre en oeuvre prioritairement l'augmentation de l'âge de la retraite et la limitation de salaires car, selon les conclusions du Conseil extraordinaire de la zone euro du 11 mars « les augmentations significatives et durables [de salaires] pourraient provoquer une érosion de la compétitivité. »

Ce pacte a été adopté les 24 et 25 mars 2011 par les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro, auxquels se sont ajoutés ceux de la Bulgarie, du Danemark, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne et de la Roumanie, qui ne sont pas membres de la zone euro, d'où le nom de pacte euro plus qu'on lui donne quelquefois.

Mais il faut pour cela amender la Constitution, donc obtenir la majorité les trois cinquièmes des voix des parlementaires, ce qui est pour le moment exclu.

On comprend donc pourquoi Trichet soulignait dans son discours que « le gouvernement et l'opposition doivent être unis dans l'effort »... il espère inspirer le prochain parlement français, entre autres.

L'actuel gouvernement français n'a en tous cas pas tardé à oeuvrer dans ce sens. Son ministre du travail, Xavier Bertrand, s'est précipité pour annoncer le 5 juillet qu'il signerait en décembre un décret portant à 166 trimestres (41,5ans) la durée de cotisations pour les générations de travailleurs nées en 1955.

Comme le dit l'éditorialiste du Monde rien ne l'y obligeait « Rien, si ce n'est la volonté de donner des gages de sérieux et de responsabilité à Bruxelles et aux agences de notation » [7].

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

On pourrait multiplier les preuves du renoncement des politiques à gouverner dans l'intérêt des populations.

Et pour succéder à J-C Trichet, c'est l'Italien Mario Draghi, devenu en 2002 vice-président pour l'Europe de la fameuse banque Goldman Sachs international [8] (!), chargé des États souverains, qui a été choisi.

Il n'y a donc aucune chance pour qu'il mène une politique autre que celle de son prédécesseur.

C'est ainsi qu'en l'absence d'un vrai Parlement européen qui pourrait légiférer, fixer les impôts, contrôler les banques et le crédit, protéger les droits des travailleurs et défendre les consommateurs, la gouvernance de l'Union Européenne est aux mains de l'oligarchie financière.

Nos futurs parlementaires auront-ils la volonté et le courage de remonter la pente ? Pour les y inciter, il va falloir être de plus en plus nombreux à nous indigner, et plus encore !

---

[1] Le Prix International Charlemagne d'Aix-la-Chapelle est décerné depuis 1950 à des personnalités "remarquables" qui se sont engagées pour l'unification européenne.

[2] Le prix de la "carpette anglaise", a été décerné par l'Académie de la Carpette anglaise à J.C. Trichet, pour s'être présenté comme n'étant pas Français lors de son intronisation à la tête de la BCE et pour avoir présenté en anglais la politique de l'établissement devant le Parlement européen de Strasbourg. Il avait déclaré lors de sa prise de fonction « I am not a Frenchman ».

[3] On peut trouver le texte complet du discours sur le site de la banque centrale européenne : http://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2011/html/sp110602.fr.html

[4] lors des 11èmes Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, Le monde dans tous ses États, 8-9-10 /07/2011.

[5] Marianne 2, 06/07/2011.

[6] The Times, 09/06/2011

[7] Le Monde, 07/07/2011.

[8] Souvenez-vous : c'est la banque qui a aidé la Grèce à truquer son budget pour entrer dans l'Euroland !

Copyright © Association pour l'Économie Distributive